



Déclaration Liminaire

CTA du 15 octobre 2020

Aujourd'hui à la veille des vacances d'automne, nous pouvons faire un bilan de cette rentrée scolaire totalement inédite.

A l'UNSA Éducation nous pouvons vous dire que l'ensemble des personnels avaient à cœur de retrouver le chemin de leur école, de leur établissement, souhaitant un climat plus apaisé et sûr. Tous les personnels que nous représentons étaient impatients de retrouver tous les élèves au cœur de la mission éducative. L'objectif partagé devait être celui d'une reprise et d'un maintien des activités éducatives à tous les niveaux (scolaire, universitaire, périscolaire, associatif). En effet, il était essentiel de pouvoir renouer ce lien physique, éducatif et social indispensable pour ne pas laisser les inégalités s'accroître plus encore.

Si la situation sanitaire a modifié et continue de modifier beaucoup de choses, elle ne peut à elle seule tout excuser...

La situation sanitaire certes évolutive et toujours incertaine ne doit pas être une simple excuse au manque d'anticipation et de préparation constaté à cette rentrée.

Dès le mois juin, nous demandions au ministre que la rentrée soit préparée, que divers scénarios soient envisagés avec ou sans la présence de la Covid 19. Il aura fallu attendre le soir du 26 août pour avoir connaissance du protocole sanitaire lié à cette rentrée. Protocole, qui différait parfois des déclarations du ministre dans la presse, qui ne répondait pas aux interrogations et aux inquiétudes des personnels et qui ne fut discuté, dans les instances dédiées qu'après sa publication...

Bien entendu ces protocoles se doivent de suivre l'évolution de la situation, ils se doivent de permettre la scolarisation de tous les élèves, ils se doivent de protéger tous les personnels et les élèves. Ceci étant dit, le protocole sanitaire et la foire aux questions du ministère semblent animés par un esprit farceur tellement il est compliqué de suivre l'ensemble de leurs évolutions.

A l'UNSA Éducation, nous regrettons qu'un bon nombre de points n'aient pu être anticipés en amont afin de faire de cette rentrée un moment apaisé et ordinaire.

Nous avons échangé sur le terrain avec de nombreux personnels : chefs d'établissements, directrices et directeurs d'école, personnels administratifs, inspectrices et inspecteurs, personnels médicaux de l'EN, personnels des services sociaux et plus largement tous les personnels d'éducation. Tous nous alertent sur leur charge de travail. Tous nous ont fait part de leur exaspération, de leur épuisement et de leur solitude face à la surcharge de travail induite. Ils nous ont dit qu'ils et elles souffraient d'un manque de reconnaissance dans leur métier, au quotidien. La situation sanitaire, avec les protocoles, les adaptations de dernière minute, le manque de clarté, des moyens parfois insuffisants pour faire face aux mesures d'isolement lors de la période de confinement, ont accentué un sentiment profond et durable d'absence de prise en compte des personnels de l'éducation et de leur investissement.

Par ailleurs, l'UNSA Éducation rappelle que les consignes doivent être adressées aux personnels via les canaux institutionnels (circulaires, BO, communications par les boites mails professionnelles...) et non par voie de presse... Car les annonces ministérielles répétées dans les médias sans concrétisation rapide ne sont pas en mesure de répondre aux attentes fortes des personnels tant le niveau de défiance est maintenant important.

Hélas le budget 2021, présenté ce lundi 28 septembre, est dans cette même lignée. Certes nous constatons une augmentation globale qui est le solde de plusieurs mesures envisagées par le gouvernement. Une augmentation nécessaire des postes dans le 1er degré, espérons que ces emplois seront ventilés pour répondre aux besoins du terrain. Mais cette augmentation se fait par un nouveau redéploiement depuis le 2nd degré. Ce dernier se verra encore imposé des heures supplémentaires, pour compenser les suppressions de postes, alors que les effectifs continuent de croître. Les professeurs ne pourront absorber une telle charge de travail additionnelle. Il n'est pas possible de dire que l'on veut des professeurs heureux, se targuer de vouloir améliorer leurs conditions de travail et dans le même temps provoquer de l'épuisement professionnel pour des économies à courte vue, qui plus est dans un contexte où les effectifs au collège et au lycée continuent d'augmenter.

Les tensions dans les collèges, les lycées professionnels et les lycées d'enseignement général et technologique deviennent insurmontables. Ajoutons à cela l'absence ou le nombre insuffisant de CPE et psy-EN dans de nombreux établissements qui empêchent une prise en charge éducative satisfaisante des élèves. Le contexte de réformes du lycée général et technologique et de la voie professionnelle nécessiterait un accompagnement budgétaire supplémentaire. Au lieu de cela le retrait de 1 800 postes va encore dégrader les conditions de travail et d'enseignement avec une nouvelle augmentation des effectifs par classe dès le collège.

On aurait souhaité que ce budget vienne redonner un nouveau souffle et porte une ambition forte pour la jeunesse, pour la démocratisation de notre système éducatif. Le contexte sanitaire rend cette ambition encore plus nécessaire. Les orientations de ce budget s'inscrivent dans la continuité de la politique menée depuis 2017 et n'apportent pas d'élan nouveau.

Pour finir l'UNSA Éducation souhaite à toutes et tous beaucoup de courage pour cette année scolaire.

Merci de votre attention.